



Collectif Alternatiba 66
26 rue de l'avenir
66 000 Perpignan

7 raisons de refuser un entrepôt Amazon à Perpignan-Rivesaltes.



Les décideurs de l'agglomération ont engagé une procédure de cession d'un terrain dans la zone logistique de Perpignan-Rivesaltes au profit d'une société immobilière agissant pour le compte de la firme de vente en ligne Amazon. L'Europe a été construite sur les bases d'un marché libre dans le cadre d'une concurrence non faussée. Aujourd'hui, **la multinationale Amazon ne respecte pas ces règles du marché européen, son implantation massive sur le territoire aura sans nul doute des conséquences sociales, fiscales et écologiques irréversibles.**

Dans ces conditions, le conseil communautaire de l'agglomération Perpignan Méditerranée Métropole doit rejeter l'installation de cette firme.

La justification du projet par la création d'emplois ne serait qu'un trompe l'œil et ses conséquences sur l'économie locale pourraient au contraire s'avérer préjudiciables.

Des collectivités territoriales, les fédérations de commerçants ainsi que des syndicats de salariés partagent les craintes du collectif opposé au projet.

7 raisons majeures imposent de suspendre ces formalités de cession et prononcer un moratoire sur la vente du terrain destiné à l'installation d'Amazon.

I - AMAZON détruit les emplois de l'économie locale

Les projets d'expansion massive de la firme en France, feront disparaître le commerce de proximité. Premier secteur concerné, le commerce traditionnel qui emploie, pour le même chiffre d'affaire, environ 7 fois plus de personnes qu'Amazon. Selon une étude du député LREM et ancien secrétaire d'État Mounir Mahjoubi,

Amazon détruit 2,2 emplois pour un emploi créé.

Une autre étude des fédérations de commerce estime que pour un poste créé dans le e-commerce, 4,5 emplois sont détruits dans le commerce traditionnel. La perte d'emploi résultant de cette implantation sera donc conséquente.

Mais d'ailleurs de quels emplois parle-t-on ? Il est régulièrement dénoncé que le management d'Amazon ne respecte pas les conventions collectives et **emploi majoritairement des travailleurs en contrats précaires.**

II - AMAZON a mis en place un management intransigeant en rupture avec le contrat social et les valeurs de notre société.

Dans les entrepôts, les **conditions de travail sont « rétrogrades »**. Elles sont basées sur un management

impitoyable à la recherche d'une **productivité extrême**, des règles de sécurité enfreintes pour tenir les objectifs, un **rythme insoutenable**, un contrôle des pauses excessif. Des méthodes intransigeantes avec ses syndicalistes et une **rémunération indigne**.

Amazon et les acteurs du e-commerce ont recours à **d'autres formes d'exploitation salariale, plus graves** : le recours à des chauffeurs de poids lourds détachés des pays de l'est pour acheminer les marchandises, payés au salaire de leur pays d'origine, et le recours à des sous-traitants pour la livraison au dernier kilomètre qui emploient des intérimaires, des auto-entrepreneurs

L'institutionnalisation des emplois, majoritairement en contrats précaires, conduit à la généralisation et la banalisation des travailleurs pauvres.

Des pratiques indignes pour le plus grand profit de quelques actionnaires et du fondateur de la firme. Ces méthodes contribuent à creuser les **inégalités sociales** qui sont en totale contradiction avec les valeurs de notre société.

Un rapport de cabinet Progexa pour le CSEC d'Amazon (comité social et économique central) souligne la précarité de l'emploi, pointe la fréquence des accidents du travail et le turn-over signe de conditions de travail insupportables.

III - AMAZON mène des négociations sans transparence

Amazon agit en catimini et active un réseau d'influence. Pour tisser sa nasse redoutable et déployer son réseau qui place la firme en position dominante, **Amazon France** a recruté début 2019 un lobbyiste au carnet d'adresse précieux, passé par les cabinets ministériels. Dans le plus grand secret, par l'intermédiaire de sociétés prête-noms, Amazon s'implante massivement sur le territoire.

A Perpignan, cette transaction négociée par la **société foncière SCI Julia** appartenant au groupe toulousain Vectura, connu pour être un partenaire privilégié de la firme. Vectura aménagera le site en entrepôt pour en faire une plateforme dite « du dernier kilomètre » qui sera ensuite louée à Amazon. **Cette négociation a été menée en toute discrétion** pendant deux ans, à l'abri de l'opinion publique. Une façon de retarder les oppositions et mettre la population locale devant le fait accompli. Soustraire au débat démocratique un changement structurel de cette nature n'est pas acceptable.

IV - AMAZON contourne les règles fiscales

Amazon érige l'évitement fiscal en système. Selon les estimations de l'association ATTAC, la firme pratique une évasion fiscale massive en déplaçant **une grande partie de ses bénéfices vers l'étranger, notamment au Luxembourg.**

Moins de 5 % des entreprises vendant sur le site Amazon en 2019, étaient françaises et Amazon exploite ces assujettis (abus de position dominante, commissions élevées, répercution de la taxe GAFA).

Une étude récente réalisée par l'association ATTAC dénonce les pratiques de **fraude massive à la TVA** sur sa place de marché « marketplace ». L'association a estimé que 98 % des vendeurs étrangers sur la plateforme n'étaient pas immatriculés auprès des services fiscaux et n'acquittaient pas la TVA. L'activité « place de marché » d'Amazon est évaluée à 60 % du chiffre d'affaire. Une perte de recette conséquente pour l'État. Une **distorsion de concurrence** que pointait déjà en 2019, un rapport de l'Inspection Générale des Finances. Depuis l'évolution de la réglementation européenne, beaucoup de sociétés écran sont **immatriculées dans des pays européens complaisants** pour continuer à contourner les règles fiscales.

Evasion fiscale rime avec concurrence déloyale.

Ce contournement massif et systématique de la part d'Amazon et des partenaires mais aussi d'autres acteurs du secteur crée une distorsion de concurrence conséquente vis-à-vis des petits commerces mais aussi de la grande distribution.

V - AMAZON déploie une stratégie de monopole

Amazon se développe de façon massive en France. A l'heure ou la crise sanitaire et la fermeture des commerces dit « non essentiels » ont favorisé le commerce en ligne, Amazon pousse cet avantage en développant massivement son implantation en maillant le territoire de plus de 20 nouvelles plateformes et entrepôts.

La multinationale s'est fixé aussi comme priorité la construction d'agences de livraison, dites « du dernier kilomètre ». C'est un préalable à l'abonnement Prime, un service de livraison rapide qui vise à séduire le consommateur.

Pour garantir un service optimal, ses choix d'implantation privilégient la proximité d'un réseau routier de qualité alors que **la firme ne participe pas au financement des infrastructures publiques car elle pratique un évitement fiscal indécent.**

VI - AMAZON saccage l'environnement

L'activité dans le monde d'Amazon équivaut à environ 10% des émissions CO2 de la France, et à l'équivalent de celles de la Bolivie.

Amazon met en avant la commande de 100 000 camions électriques pour réduire ses émissions de CO2. Mais ce chiffre est ridicule comparé aux quelques **1,4 million de camionnettes qu'elle utilise à travers le monde**, sans parler de l'augmentation du **trafic aérien** pour proposer des délais de livraison toujours plus court !

Amazon est **le plus gros pollueur du monde** avec ses camions, ses avions mais aussi et surtout avec ses gigantesques serveurs. Son activité de stockage de données informatiques émettrait l'équivalent des émissions de la Norvège chaque année. Des impacts dévastateurs pour l'environnement et le climat.

Le Haut Conseil pour le Climat vient de rendre un rapport accablant sur le poids des émissions de gaz à effet de serre des produits que nous importons. Il alerte sur une mondialisation de la production qui nous enfonce dans le chaos climatique.

En passe de devenir le numéro 1 mondial du commerce textile et de l'électronique, la multinationale a donc une responsabilité importante dans notre **modèle de surproduction et de surconsommation** et l'épuisement des ressources qui en résulte.

Le transport des produits qu'elle vend à travers le monde requiert des centaines de millions de trajets de camions, des millions de trajets en bateau et avion.

VII - AMAZON accélère l'artificialisation des sols

À l'opposé des propositions de la convention citoyenne pour le climat portant sur la lutte contre l'artificialisation des terres, et avec le soutien du Président de la République qui n'a pas pris de mesure adapté à cet enjeu crucial en lien avec une plus grande autonomie alimentaire du territoire et la relocalisation des activités, Amazon déroule son **implantation massive sur tout le territoire.**

De nombreuses nouvelles plateformes sont **construites sur des terres agricoles ou des terres végétalisées**, ce déploiement conséquent, au mépris des espaces à préserver accélère encore plus l'artificialisation des sols en contradiction avec les objectifs de politique publique et de la loi climat en préparation.

Nos revendications pour stopper Amazon avant qu'il ne soit trop tard **Outre les mesures nationales qui s'imposent, telles que :**

- Pénaliser la délocalisation artificielle des profits dans des paradis fiscaux. Pour qu'Amazon paye sa juste part d'impôt sur les sociétés,

- Mettre en place un système de prélèvement à la source de la TVA pour mettre fin à cette fraude. Le non respect des règles auxquelles tous les citoyens et toutes les entreprises sont assujetti, est inacceptable. Compte tenu des conséquences sociales, fiscales et écologiques prévisibles, le Président de l'agglomération doit suspendre ces formalités de cession et prononcer un moratoire sur la vente du terrain destiné à l'installation d'Amazon.

Au delà de cette première étape qui marquera symboliquement un changement de priorités, pour se libérer de l'emprise de ces multinationales et concrétiser la promotion du développement d'une économie locale créatrice d'emploi, génératrice de lien social et compatible avec les impératifs climatiques, l'agglomération Perpignan Méditerranée Métropole doit encourager et soutenir les initiatives alternatives réduisant les conséquences d'une surproduction basée sur des importations massives.

La planète est en rupture de stock, agissons pour transformer le territoire en développant les alternatives qui contribueront à installer une société moins émettrice de gaz à effet de serre, mais également plus juste et solidaire.

STOP amazon

et son monde

RIVESALTES (66)



stop-amazon.fr